



Lancement du processus stratégique

Le GTID Lutte contre la corruption a reçu mandat du Conseil fédéral pour élaborer des objectifs stratégiques et opérationnels de lutte contre la corruption. L'atelier qu'il a organisé le 22 novembre 2018 était entièrement placé sous le signe de ce processus stratégique. Greta Fenner, de l'Institut de Bâle sur la gouvernance, Eric Martin, de TI Suisse et le professeur Guido Palazzo, de l'Université de Lausanne, ont examiné avec des représentants et des représentantes de l'administration, de la sphère économique, du secteur privé et du monde scientifique, les lacunes et les champs d'action possibles en matière de lutte contre la corruption qui devraient être pris en compte dans la formulation de la stratégie.

Conformément à la décision du groupe restreint du GTID Lutte contre la corruption, le processus stratégique commence par une série d'ateliers qui ont pour objet de recueillir et de prioriser les idées et propositions émanant de divers experts et parties prenantes au sein et en dehors de l'administration fédérale. Le premier de ces ateliers, organisé sur le thème «Objectifs et priorités», visait à procéder à une sorte d'état des lieux afin de dégager des thématiques importantes pour la mise au point d'une stratégie.

«La structure gouvernementale et administrative de la Suisse est une source continue de conflits d'intérêts»

Présentations de l'experte et des expertes

Greta Fenner, directrice de l'Institut de Bâle sur la gouvernance, a analysé la situation en Suisse en se référant aux expériences dans d'autres pays. Elle a identifié comme risques une prise de conscience insuffisante, les structures décentralisées et l'exiguïté territoriale, le copinage traditionnel, le commerce extérieur et les activités d'exportation ainsi que la place financière et le blanchiment d'argent. Il existe selon elle un large éventail de mesures permettant de contrer ces risques: travail de sensibilisation, détection des risques, constitution d'un socle de connaissances techniques, implication du secteur privé, durcissement des conséquences pénales et politique cohérente en ce qui concerne la place financière et le commerce extérieur.

«La corruption est un thème trop peu présent en Suisse»

Eric Martin, président de *Transparency International Suisse* a évalué le dispositif anticorruption existant du point de vue d'une ONG très engagée. Il a demandé plus de transparence, un renforcement de la prévention de la corruption, la détection et la répression systématique des délits de corruption, le comblement des lacunes juridiques en matière de blanchiment d'argent ainsi que la dotation du GTID Lutte contre la corruption d'outils plus efficaces et de portée plus large.

Guido Palazzo, professeur en éthique des affaires à l'*Université de Lausanne*, a estimé que cinq éléments sont particulièrement importants dans la lutte contre la corruption: un travail de sensibilisation accru, la libération de la parole, une meilleure protection des lanceurs d'alerte, des sanctions sévères et tangibles en cas d'infractions commises par des personnes morales et l'élargissement du champ d'application de la loi sur le blanchiment d'argent afin de soumettre les avocats, les fiduciaires, les marchands d'art et les agents immobiliers à une obligation de diligence.

Une table ronde animée

Présidée par l'ambassadeur Stefan Estermann, la table ronde qui a suivi a été consacrée, entre autres, à l'image (potentiellement trompeuse) que la Suisse a d'elle-même, à la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite, au rôle des médias, à l'importance de la place financière suisse et aux conséquences de la numérisation.

«Les scandales contribuent dans une certaine mesure à améliorer la situation»

Issues des horizons les plus divers, les personnes présentes ont exprimé des perspectives très contrastées sur le dispositif suisse actuel de lutte contre la corruption mais les présentations des panélistes et les discussions ont également révélé, outre quelques points de controverse, plusieurs recoupements et similitudes. Les notions clés que sont la sensibilisation, une conscience insuffisante du problème, le renforcement des capacités, le durcissement des sanctions, la protection des lanceurs d'alerte et l'adaptation de la loi sur le blanchiment d'argent ont été abordées et discutées à plusieurs reprises.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Dans le cadre des cinq prochains ateliers du GTID Lutte contre la corruption, qui seront organisés durant le premier semestre 2019, les questions soulevées seront traitées plus en profondeur. Le prochain atelier, qui sera consacré au respect de la «Conformité» (*compliance*) dans l'administration fédérale, aura lieu le 4 février 2019.

Les objectifs de lutte contre la corruption seront soumis au Conseil fédéral pour approbation, au plus tard fin mars 2020.